

UNE ÉCOLE PLUS JUSTE POUR TOUS LES TERRITOIRES

Des inégalités sociales, économiques et scolaires concentrées sur certains territoires

Depuis 1981, les inégalités entre les territoires, évaluées à partir de critères sociaux et des résultats des élèves aux évaluations, font l'objet d'une politique spécifique : la politique d'éducation prioritaire. Cette politique a pour but de corriger les effets des inégalités sociales et économiques sur la réussite scolaire et vise les territoires qui concentrent les catégories sociales défavorisées, avec un faible niveau de qualification et un fort taux de chômage par rapport aux moyennes nationales.

Elle vise aujourd'hui en premier lieu les 2 189 écoles et 303 collèges qui présentent les difficultés les plus importantes (dispositif « ECLAIR »), ce qui représente un élève sur 20, à l'école comme au collège. L'éducation prioritaire englobe en deuxième lieu, de façon plus large, plus d'un million d'élèves et un demi-million de collégiens, répartis dans près de 8 000 établissements primaires et secondaires.

Au total, 17,9 % des écoliers et 19,8 % des collégiens sont scolarisés en zone d'éducation prioritaire. Ces élèves ont en moyenne des résultats scolaires inférieurs à ceux de leurs camarades hors éducation prioritaire. En fin de CM2, comme en fin de 3e, en français comme en mathématiques, ils maîtrisent moins bien les compétences de base. De plus, si la part des élèves en difficulté face à l'écrit a augmenté en France depuis une dizaine d'années (près d'un élève sur cinq aujourd'hui), cette hausse touche particulièrement les collèges en zones d'éducation prioritaire : à l'entrée en 6e, le pourcentage d'élèves en difficulté de lecture dans le secteur de l'éducation prioritaire est passé de 20,9 % en 1997 à 31,3 % en 2007.

Autre constat préoccupant : les études internationales montrent que le lien entre la performance des élèves et leur milieu socio culturel est plus fort en France qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE (cf. enquête PISA de l'OCDE). Ainsi, entre 2000 et 2009, le score moyen de la France dans le domaine de la compréhension de l'écrit reste stable et se situe dans la moyenne de l'OCDE, mais le nombre d'élèves peu performants s'accroît.

Enfin, des difficultés particulières touchent aujourd'hui les élèves des territoires ruraux isolés. En effet, les difficultés d'accès aux établissements scolaires, mais aussi aux institutions culturelles, ou encore la longueur des temps de transports, constituent autant d'obstacles au déroulement des parcours scolaires et éducatifs des enfants.

Or, selon toutes les études internationales, les systèmes les plus justes, c'est-à-dire ceux qui parviennent à compenser le mieux les inégalités dues au milieu social, sont également les plus performants.

Des politiques qui ont longtemps contribué à contenir les inégalités scolaires mais dont l'efficacité est depuis plusieurs années mise à mal

La politique d'éducation prioritaire a pour but d'agir à deux niveaux : au sein des établissements, par la mise en place d'activités pédagogiques exigeantes, motivantes et adaptées, ou encore par l'encouragement de la scolarité des enfants de moins de trois ans ; au sein du territoire, en mobilisant aux côtés des professeurs d'autres partenaires, pour familiariser les enfants et leurs familles avec l'École et mieux préparer les apprentissages.

Cette politique repose en grande partie sur une concentration des moyens dans les zones concernées. Ces dernières bénéficient notamment de meilleurs taux d'encadrement des élèves en personnels enseignants et d'éducation, et d'un nombre moins important d'élèves par classe (environ 2,5 élèves de moins en moyenne). Des incitations financières sont également censées permettre une plus grande stabilité des équipes pédagogiques. Enfin, un pilotage spécifique et adapté est assuré au niveau national et au niveau académique.

Cependant, si les efforts réalisés depuis les années 80 ont pendant longtemps permis de limiter les écarts, les inégalités scolaires se creusent à nouveau de manière significative depuis une dizaine d'années et l'enchaînement rapide depuis 2007 de programmes d'actions peu clairs et peu opérants, imposés sans concertation préalable, a encore aggravé la situation.

Une situation aggravée par l'assouplissement de la carte scolaire

Selon les premiers bilans réalisés, l'assouplissement de la carte s'est traduit, pour les établissements les plus fragiles, par une dégradation marquée de leur situation. Les évaluations montrent que les parents d'origine aisée ont sollicité beaucoup plus de dérogations que les autres parents. Ainsi, les boursiers sociaux ne représentent plus que 7,24 % de l'ensemble des demandes en 2011 contre 9,31 % en 2008 (chiffres DGESCO). Même si le taux de satisfaction de leurs demandes est un peu supérieur aux autres, le nombre global de dérogations accordées en 2011 sur ce motif est le plus faible enregistré depuis 2008 (9,3 % des dérogations accordées, selon les données de la DGESCO). Les boursiers n'ont donc pas profité de la mesure.

Enfin, les enquêtes et rapports publiés entre 2008 et 2012 (DEPP, CEPREMAP) sont convergents : l'assouplissement de la carte scolaire a essentiellement affecté les zones d'éducation prioritaire, où il a contribué à amplifier l'évitement de certains établissements.

Des réussites notoires obtenues grâce à la créativité et à la mobilisation des équipes pédagogiques.

Les rapports rédigés par l'inspection générale du ministère de l'éducation nationale insistent sur les résultats inégaux des établissements dans ces zones, et soulignent les progrès réalisés dans certains établissements.

Il n'y a donc pas de fatalité de l'échec. Comme le souligne un rapport de l'IGEN-IGAENR de 2006 sur l'éducation prioritaire, « les écoles où les résultats sont les meilleurs sont celles où la continuité des apprentissages est bien recherchée et régulée par un travail d'équipe organisé et constant, où l'enseignement est très structuré, où le temps d'apprentissage est préservé, où le niveau d'exigence est élevé, où le directeur orchestre le travail collectif et sait gérer les relations avec l'environnement de l'école, veillant à ce que l'ouverture ne soit pas contre-productive pour les apprentissages ».

La nécessité d'une action mieux ciblée et plus efficace pour enrayer le creusement des inégalités scolaires

La concertation devra porter sur les moyens de mieux cibler l'action sur les écoles et les collèges en difficulté. Il s'agira notamment de se pencher sur l'articulation des différents dispositifs, qu'ils soient internes à l'éducation nationale ou en lien avec des partenaires, afin d'éviter un empilement inefficace et sans cohérence globale, ou encore de simplifier les classements ou zonages, devenus peu lisibles ou stigmatisant. Une autre question sera celle de la consolidation des équipes pédagogiques : comment maintenir dans les écoles et établissements de l'éducation prioritaire des équipes soudées et mobilisées et améliorer leur formation ? Enfin, la concertation devra réfléchir au moyen de renforcer le pilotage de l'éducation prioritaire à ses différents niveaux (national, académique, local), de resserrer les liens entre premier et second degrés ou encore de favoriser l'innovation et la mutualisation des bonnes pratiques.